

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P)
Marché à Procédure Adaptée
Articles L.2123-1 et R2123-1-3 du Code de la commande publique**

**Mise à disposition de places de crèches inter-entreprises pour le compte du personnel de la CPAM
du Val-d'Oise.**

Pouvoir adjudicateur

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise
Immeuble les Marjoberts - 2, rue des Chauffours
95017 Cergy-Pontoise Cedex**

Le présent document établi le 03 Mars 2025 est numéroté de 2 à 20 pages dont une annexe.

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 4 |
| 1..1. Objet du marché..... | 4 |
| 1..2. Parties contractantes | 4 |
| 1..3. Décomposition | 4 |
| 1..4. Mode de passation | 4 |
| 2. ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE PUBLIC | 5 |
| 3. ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHE..... | 5 |
| 4. ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS..... | 5 |
| 5. ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE..... | 6 |
| 6. ARTICLE 6 – CONTEXTE DE LA PRESTATION ET OBJECTIF GLOBAL DE LA PRESTATION | 6 |
| 6..1. Contexte | 6 |
| 6..2. Objectif et zone géographique | 7 |
| 6..3. Période transitoire..... | 7 |
| 7. ARTICLE 7 – NATURE ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION | 7 |
| 7..1. Généralités | 7 |
| 7..2. Conditions relatives à la réglementation | 8 |
| 7.2.1 Les obligations en matière de sécurité liés à l'encadrement des enfants | 8 |
| 7.2.2 Les obligations en matière d'hygiène et de sécurité des locaux accueillant les enfants en bas âge..... | 8 |
| 7..3. Participation des familles et subventions CAF | 9 |
| 7..4. Fonctionnement de l'établissement | 9 |
| 7.4.1 Organisation | 9 |
| 7.4.2 Activités et animations | 9 |
| 7.4.3 Restauration | 10 |
| 7..5. Attribution – Vacances de places – Radiation | 10 |
| 7.5.1 Attribution | 10 |
| 7.5.2 La vacance de places | 10 |
| 7.5.3 Radiation..... | 11 |
| 7..6. Délais de transmission des documents liés à l'activité du titulaire..... | 11 |
| 8. ARTICLE 8 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE CONTRÔLE | 11 |
| 9. ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX | 12 |
| 9..1. Contenu des prix..... | 12 |
| 9..2. Réserves | 12 |
| 10. ARTICLE 10 – REVISION DES PRIX ET CLAUSES DE RESERVE | 12 |

| | | |
|--------|---|----|
| 10..1. | Révision des prix..... | 12 |
| 10..2. | Clause de réserve | 13 |
| 11. | ARTICLE 11 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT..... | 13 |
| 11..1. | Facturation | 13 |
| 11..2. | Transmission des factures | 14 |
| 12. | ARTICLE 12 – PENALITES..... | 15 |
| 12..1. | Généralités | 15 |
| 12..2. | Pénalités administratives | 15 |
| 12..3. | Décompte des pénalités..... | 15 |
| 13. | ARTICLE 13 – RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXCECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 16 |
| 13..1. | Résiliation du marché..... | 16 |
| 13..2. | Exécution du marché aux frais et risques du titulaire..... | 16 |
| 13.2.1 | En cours d'exécution du marché | 16 |
| 13.2.2 | Après résiliation prononcée aux torts du titulaire | 17 |
| 14. | ARTICLE 14 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL | 17 |
| 15. | ARTICLE 15 – RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE..... | 17 |
| 15..1. | Obligation de résultat..... | 17 |
| 15..2. | Production des documents administratifs | 17 |
| 16. | ARTICLE 16 – RÈGLES DE SÉCURITÉ ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ | 18 |
| 17. | ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS | 18 |
| 18. | ANNEXE – LOCALISATION ACTUELLE DES BERCEAUX A REPENDRE | 20 |

Préambule

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (dit CPAM) du Val-d'Oise est un Organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public.

Cet Organisme a pour mission d'assurer le service des prestations correspondant aux risques maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail, maladies professionnelles et de conduire une politique d'action sanitaire et sociale sur tout le domaine départemental.

Au 31 décembre 2024, la CPAM du Val-d'Oise comptait 1001 salariés dans ses effectifs répartis entre le siège social situé à Cergy, les divers pôles de gestion des prestations, l'atelier de production des cartes vitale et les agences d'accueil, présents sur l'ensemble du département du Val-d'Oise.

1. ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1..1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la mise à disposition ou la réservation de berceaux en crèches inter-entreprises pour des accueils réguliers destinés aux enfants du personnel de la CPAM du Val-d'Oise.

Conformément à l'article R 2123-4 du Code de la commande publique, l'acheteur dispose de la possibilité de déterminer le nombre et la localisation des opérateurs économiques susceptibles de répondre à son besoin. En conséquence, la CPAM du Val-d'Oise étant établie sur plusieurs sites souhaite que le ou les prestataires disposent de locaux situés sur les départements du Val-d'Oise, et adjacents afin de couvrir les besoins du personnel exerçant sur les différents sites, et parfois depuis leur domicile en télétravail (3 fois par semaine en moyenne pour certains agents).

1..2. Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- ◆ D'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val d'Oise, pouvoir adjudicateur, désignée dans le présent C.C.P. par l'expression "l'Organisme", représentée par la Directrice Générale Mme Edwige RIVOIRE,
- ◆ D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent C.C.P. par l'expression "le titulaire",
- ◆ Le comptable assignataire des paiements : Madame Jeanne SEMPERE, Directrice Financière et Juridique de la CPAM du Val-d'Oise.

1..3. Décomposition

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L 2113-10 et R 2113-2 du Code de la commande publique car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

1..4. Mode de passation

Cette consultation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des Organismes de Sécurité sociale et aux dispositions des articles L 2123 -1 et R 2123-1-3° du Code de la commande publique. En effet, elle entre dans les contrats publics ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques.

2. ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande sans seuil minimum de commande annuel, en application de l'article R 2162-4 du Code de la commande publique.

Les prestations pourront être commandées ou ajustées par l'Organisme, à tout moment, au fur et à mesure de l'apparition des besoins, sans seuil minimum de commande. Le montant maximum global est fixé à **460. 000 € TTC** pour la durée globale du marché.

3. ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHE

Le présent marché prendra effet à la date prévue pour son début d'exécution, fixée au 1^{er} Août 2025. Le marché est conclu pour une durée d'un an ferme, reconductible de manière tacite sans toutefois excéder quatre années (4) au maximum.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, l'Organisme en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec date de réception certaine, moyennant un préavis de trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période d'exécution du marché, l'Organisme aura la faculté de résilier ce marché pour motif d'intérêt général, et ce, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec date de réception certaine, moyennant un préavis de trois (3) mois. L'avenue d'une mutualisation de ce marché par les Organismes de la sécurité sociale est considérée comme un motif d'intérêt général, ce qui n'ouvre pas de droits à des paiements de dommages-intérêts au profit du titulaire.

Le Titulaire ne pourra refuser une reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Enfin, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, l'accord-cadre pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 13 du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

4. ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS

Le présent marché est constitué par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS par les documents contractuels suivants, par ordre de priorité décroissante :

- Pièce n° 1 : L'Acte d'Engagement et ses annexes (BPU et DC4), acceptés par l'Organisme. Ces documents devront être complétés et signés par le titulaire. Ils seront visés par l'Organisme et seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.
- Pièce n° 2 : Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) en date du 03 Mars 2025, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.
- Pièce n° 3 : L'acte contractuel de confidentialité à compléter et signer.
- Pièce n° 4 : Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG -FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 Mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres.

- Pièce n°5 : Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement remis avec l'offre du titulaire.
- Pièce n° 6 : Le cadre de réponse du mémoire technique dûment rempli par le titulaire.
- Pièce n° 7 : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- Pièce n°8 : Les bons de commande émis au cours de l'exécution du présent marché.
- Pièce n°9 : Le RGPG dûment rempli et signé par le titulaire

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente des titulaires éventuellement jointes à leurs offres ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché qui seules font foi.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de ses missions, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

5. ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

Un recours éventuel à la sous-traitance s'il n'est pas interdit, doit demeurer exceptionnel. Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles L 2193-1 à L 2193-7 et R 2193-1 à R 2193-2 du Code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (article 32.1 paragraphe e) du CCAG-FCS).

6. ARTICLE 6 – CONTEXTE DE LA PRESTATION ET OBJECTIF GLOBAL DE LA PRESTATION

6.1. Contexte

La CPAM du Val-d'Oise s'est engagée, dans le cadre d'un protocole d'accord, dans une démarche d'amélioration de la Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT).

Cet engagement doit permettre de conjuguer l'amélioration de l'efficacité collective de l'Organisme et le mieux-être au travail en fédérant l'ensemble des salariés autour d'actions cohérentes, concertées et concrètes.

La qualité de vie et des conditions de travail des salariés résulte des conditions dans lesquelles ces derniers exercent leur activité, et leur capacité à concilier leur vie professionnelle et vie privée. En effet, l'absence des salariés peut notamment s'expliquer par la défaillance du mode de garde. Avoir recours aux crèches inter-entreprises permet de faciliter le retour à l'emploi des jeunes parents salariés ; concilier vie professionnelle et vie privée mais également à réduire l'absentéisme au travail.

C'est dans le cadre de cette démarche que s'inscrit la contribution de l'employeur quant à la recherche d'un moyen de garde approprié pour les enfants non-scolarisés des agents de la CPAM du Val-d'Oise, en contribuant au maintien de la qualité de vie et des conditions de travail de ces derniers.

6..2. Objectif et zone géographique

Le prestataire intervient en proposant un accompagnement individualisé pour la recherche d'un berceau pour les salariés répondant aux critères de priorité déterminés par l'employeur.

Le prestataire devra être en mesure de mettre à disposition 10 à 12 berceaux dans ou proche des communes d'affectation des salariés, notamment à Cergy, Sarcelles, Ermont, Argenteuil et Goussainville afin de couvrir les besoins du personnel exerçant sur ces sites mentionnés précédemment mais également des domiciles de certains salariés dans un rayon de 50 kilomètres autour de Cergy pour les départements de l'Oise, de l'Eure, de Seine Saint Denis et des Yvelines.

Il travaille en collaboration avec les représentants des Ressources Humaines de la CPAM du Val-d'Oise dont les coordonnées lui seront communiquées lors de l'attribution du marché.

6..3. Période transitoire

Afin de tenir compte des contraintes de gestion des prestations et organiser la transition dans le cadre de l'attribution et de la mise en place du nouveau marché, un aménagement de la période transitoire est institué comme suit :

- Les nouveaux bénéficiaires de places en crèche seront directement placés auprès du nouveau titulaire, à compter du 1^{er} Août 2025.
- Les anciens bénéficiaires de places de crèches pourront être transférés vers le nouveau titulaire à la fin du marché actuellement en vigueur jusqu'au 28 Juillet 2025.

Le prestataire interviendra auprès des salariés répondant aux critères de priorité déterminés par l'Organisme.

7. ARTICLE 7 – NATURE ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

7..1. Généralités

L'objectif premier fixé au titulaire consiste à organiser l'adéquation entre les besoins exprimés des salariés et l'offre de places en crèche.

La réservation concerne toutes les tranches d'âges allant de 10 semaines jusqu'à l'âge d'entrée à l'école maternelle.

Les horaires d'ouverture doivent couvrir au minimum l'amplitude horaire de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi ceci 47 semaines au minimum dans l'année.

Le titulaire devra accepter une fréquentation à temps plein ou à temps partiel ; chaque berceau pouvant être occupée par un ou plusieurs enfants successivement, dans la limite de l'amplitude d'ouverture de la structure. A cet effet, la facturation pour l'Organisme sera faite en se basant sur le temps d'occupation effectif des berceaux et non seulement sur la base d'un forfait.

De surcroît, la capacité du titulaire à se positionner sur les services suivants sera appréciée :

- **Organiser un changement de crèche en cas de déménagement du salarié sur le département, sans frais supplémentaires ;**

- Offrir un service d'accueil d'urgence ou temporaire effectif pour les salariés rencontrant une difficulté temporaire avec leur mode de garde habituel serait un plus.

L'établissement doit assurer ses prestations dans le respect des principes du service public et sans discrimination.

Le titulaire doit veiller à l'intégration sociale des enfants porteurs d'un handicap. A cet effet, l'établissement doit disposer d'un accès adapté aux personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, l'établissement du titulaire doit accepter les projets d'accueil individualisés pour les enfants atteints de maladie chronique, d'allergie et d'intolérance alimentaire.

Le marché sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission des bons de commande dans les conditions fixées aux articles R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique. Ces bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'à la fin de validité du marché.

7.2. Conditions relatives à la réglementation

7.2.1 Les obligations en matière de sécurité liés à l'encadrement des enfants

Le titulaire s'engage à recruter du personnel qualifié et diplômé pour les postes qui requièrent une qualification et un diplôme.

Il s'engage à mettre également à disposition un personnel professionnel de confiance, répondant en quantité et en qualité à la réglementation concernant les structures de la petite enfance.

Le titulaire assure également la gestion administrative et le suivi médical du personnel recruté (rémunération, formation, médecine du travail, droits et obligations du personnel selon le statut). Il s'assure que toutes les précautions de contrôle de la moralité ont été prise en compte lors du recrutement du personnel. Il est rappelé qu'aucune personne ayant été condamnée pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ne peut être recrutée comme personnel d'un établissement ou d'un service visé à l'article L2324-1 du code de la santé publique.

L'Organisme se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire et de demander le remplacement des personnels n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

7.2.2 Les obligations en matière d'hygiène et de sécurité des locaux accueillant les enfants en bas âge

Pour ce qui concerne le fonctionnement de l'établissement, il devra prendre en considération :

- *Le Code de la santé publique relatif au fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant ;*
- *Les directives CAF et CNAF ;*
- *Le taux d'occupation des places de 70% ;*

A cet effet, le titulaire s'engage à veiller à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui lui sont confiés.

La structure d'accueil doit être agréées par la Direction de la protection maternelle et infantile (PMI) du Conseil Départemental et avoir fait l'objet d'une autorisation d'ouverture suite au passage de la commission de sécurité.

Le titulaire tient à disposition les agréments de la protection maternelle et infantile (Pmi) et les autorisations d'ouverture délivrées par les Commissions de Sécurité.

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions imposées par ces dernières.

La structure d'accueil doit se conformer à l'ensemble de la législation et de la réglementation sanitaires et sociales relatives aux établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans :

- Décret 2010-613 du 7 juin 2010 et le Décret 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans du code de la santé publique, notamment les articles R2324-16 à R2324-47 du même code.

Le titulaire s'engage à ce que le matériel utilisé (mobiliers et matériels pédagogiques) soit conforme aux normes utilisées pour les enfants de cette tranche d'âge. Si les équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations sont défectueux ou hors service, alors ils devront être réparés ou remplacés dans les meilleurs délais.

Enfin le titulaire doit proposer des structures respectant toutes les normes légales et réglementaires de sécurité y compris celles relevant du protocole sanitaire lié à la Covid-19.

7..3. Participation des familles et subventions CAF

Le titulaire s'engage à appliquer le barème conventionnel des participations familiales de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF).

Le montant et les modalités de versement de la participation familiale sont fixés par une convention établie entre le titulaire et la famille.

La tarification doit être modulée en fonction des ressources des familles.

Le titulaire fera son affaire du recouvrement auprès des familles des salariés de leur participation. En aucun cas, l'Organisme ne sera amené à supporter, vis-à-vis du titulaire, la défaillance d'une des familles quel que soit le motif.

7..4. Fonctionnement de l'établissement

7.4.1 Organisation

Le titulaire assure la gestion de son établissement. Il prend en compte les charges liées à l'investissement pour des locaux neufs, pour les travaux nécessaires à l'entretien et à la conservation du ou des bâtiments, des aires de jeux et jardins attenants si nécessaire. Il s'engage à respecter les normes en vigueur concernant l'entretien des locaux et celles relatives à la restauration dans les collectivités d'enfants de moins de 4 ans.

Pour l'exécution de la mission, le titulaire du marché est chargé de sélectionner les salariés bénéficiaires en fonction des critères arrêtés par l'Organisme, en fournissant des solutions d'accueil régulier. Cette sélection sera ensuite validée par l'Organisme. Charge au titulaire de prévenir les familles qu'une place leur est proposée.

7.4.2 Activités et animations

La structure retenue par le titulaire a pour mission d'offrir au jeune enfant une sécurité physique, un accompagnement psycho-affectif, base de l'autonomie de l'enfant et de son développement harmonieux tant sur le plan social, moteur qu'intellectuel.

Les prestations proposées doivent être variées et s'inscrire dans le projet d'établissement plus particulièrement dans le projet pédagogique de l'établissement.

A cet effet, dans son offre, le candidat proposera :

- Un projet d'établissement ;
- Un règlement de fonctionnement.

Le projet d'établissement de la structure doit comprendre : un projet éducatif, social et pédagogique et doit prendre en compte le développement de l'enfant dans toutes ses dimensions : développement psychomoteur, socialisation, éveil intellectuel et culturel. Par ailleurs, une copie du règlement intérieur doit être fournie à la CPAM du Val-d'Oise ;

Le règlement de fonctionnement doit comprendre :

- L'organigramme détaillé du personnel de la structure ;
- Les modalités de prises en charge. Les enfants devront être pris en charge par une équipe de professionnels de la petite enfance conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Les crèches s'engageront à mobiliser les moyens humains suffisants (quotas et qualifications d'encadrement) et à assurer l'ensemble de la prestation afférente à l'accueil du jeune enfant : repas, matériels de puériculture, changes, jeux, repos, activités et sorties ;
- Les éventuels partenariats noués par la crèche (école maternelle, bibliothèque...) ;
- Les plans de la crèche.

7.4.3 Restauration

Tous les repas sont fournis par le titulaire et sont compris dans le prix. Les menus devront être en conformité avec le Plan National Nutrition Santé.

Des produits de saison, issus de l'agriculture biologique et de circuits courts devront être privilégiés dans la préparation des repas.

Le titulaire s'engage à appliquer les procédures basées sur les principes de la méthode HACCP, ainsi que les procédures de traçabilité et de gestion de non-conformités.

7..5. Attribution – Vacances de places – Radiation

7.5.1 Attribution

Le titulaire choisit les bénéficiaires des places réservées au regard des critères définis par l'Organisme et valide avec l'interlocuteur de l'Organisme, les salariés retenus. Le titulaire en informe immédiatement le salarié concerné.

7.5.2 La vacance de places

Le titulaire prévient l'Organisme, par tous moyens, à connaissance de la libération des places réservées dans l'une de ses crèches afin que de nouveaux bénéficiaires lui soient proposés par l'Organisme. Pour cela, il devra veiller à actualiser mensuellement la liste des salariés en attente et la transmettre à l'Organisme.

Une place est réputée non vacante dès lors qu'elle est occupée par au moins un enfant, tous les jours de la semaine, à temps complet. Une place est réputée vacante dès lors qu'elle est inoccupée, de façon

durable, par un enfant, même un jour dans la semaine. Les jours à prendre en compte sont les jours d'ouverture de la CPAM du Val-d'Oise.

S'il advenait que l'Organisme n'ait plus d'enfant du personnel à placer au sein de l'établissement du titulaire, ce dernier s'engage à ne demander aucun paiement.

7.5.3 Radiation

La radiation d'un enfant fréquentant la structure peut être prononcée dans les cas suivants :

- Non-respect du règlement de fonctionnement ;
- Manque de respect vis-à-vis du personnel ;
- Absence de l'enfant non signalée dans les cinq jours après courrier adressé à la famille ;
- Non-respect répété des horaires d'accueil de la structure ;
- Non-paiement répété de la participation familiale ;
- Rétention d'informations médicales de l'enfant indispensables à son accueil ou à celui des autres enfants.

Le titulaire devra avant toute décision de radiation informer par écrit l'Organisme avant de mettre en demeure la famille.

7.6. Délais de transmission des documents liés à l'activité du titulaire

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Organisme, **le 5 du mois au plus tard**, l'état mensuel des présences et absences des enfants, le nombre d'enfants accueillis et le taux d'occupation des berceaux.

Par ailleurs, le titulaire informe l'Organisme, dès qu'il en a connaissance, et au plus tard un mois à l'avance, de la libération des places réservées afin que lui soient proposées de nouveaux bénéficiaires.

Un état mensuel et détaillé des factures faites aux familles pourrait être demandé au titulaire, par l'Organisme.

Chaque année, le titulaire communique à l'Organisme, **au plus tard fin février, un bilan annuel** récapitulatif du nombre d'enfants ayant occupé les places au cours de l'année civile écoulée et le nombre d'heures totales réalisées et facturées par enfant.

S'il arrive qu'il y ait un changement (départ ou autre) de l'interlocuteur personnel dédié à l'Organisme, le titulaire s'engage à informer l'Organisme et à organiser son remplacement (par un tuilage entre le nouvel interlocuteur et son prédécesseur) ; le tout dans un délai de 30 jours maximum.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble de ces prescriptions, sans que l'Organisme n'ait besoin de les lui rappeler ; tout manquement pouvant entraîner des pénalités prévues à l'Article 12 du présent CCP, sans mise en demeure.

8. ARTICLE 8 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE CONTRÔLE

Dérogation à l'article 27, Chapitre 5 du CCAG-FCS

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG, les opérations de vérifications sont effectuées par la remise des bilans d'activités.

Ce bilan comporte les éléments suivants :

- Le taux d'occupation ou volume d'heures des places occupées en répertoriant les présences effectives des enfants du personnel de l'Organisme ;
- Le taux de places vacantes ;
- Le nombre d'heures totales réalisées et facturées par enfant du personnel de l'Organisme.

Des visites imprévues pourront être réalisées par l'Organisme sur une crèche du réseau pour permettre un contrôle de la prestation et la recherche d'amélioration le cas échéant. En parallèle, des questionnaires pourront être ensuite envoyés aux familles pour analyser la qualité de la prestation.

9. ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

9.1. Contenu des prix

Les prix du présent marché, figurant dans l'acte d'engagement comprennent tous les frais et sujétions liés à la prestation, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter.

Le titulaire est tenu, moyennant ces prix, de mener toutes les prestations prévues au marché à leur parfaite exécution, y compris celles insuffisamment décrites, mais nécessaires au complet achèvement de la mission dont il se déclare technicien spécialisé.

9.2. Réserves

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler à l'Organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, il ne pourra arguer des imprécisions, erreurs ou omissions du Cahier des Clauses Particulières pour justifier une demande de supplément.

10. ARTICLE 10 – REVISION DES PRIX ET CLAUSES DE RESERVE

10.1. Révision des prix

Les prix resteront fermes et non révisables pendant la 1^{ère} année d'exécution du marché. Cette année débutant à la date d'effet du marché et s'achevant à sa date anniversaire.

Il convient de signaler dès à présent aux candidats, que l'indice INSEE pris en compte dans le cadre de la revalorisation des prix est le dernier indice publié à la date anniversaire du marché.

Par la suite, en cas de renouvellement du marché, ces prix pourront être révisés une (1) fois par an à la date anniversaire du marché **à la hausse ou à la baisse** sur la base de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times [0,80 \times (I_{CHT-N} / I_{CHT-No}) + 0,20 \times (I_{PC} / I_{PCo})]$$

P : prix révisé

P₀ : prix d'origine, indiqué à l'acte d'engagement

I_{cht-n} : indice du coût du travail – services administratifs et soutien publié par l'INSEE – valeur du dernier indice publié à la date anniversaire du marché, soit à la date d'effet de la revalorisation.

I_{cht-no} : indice du coût du travail – services administratifs et soutien publié par l'Insee au mois de remise de l'offre.

I_{pc} : indice prix à la consommation hors tabac, ensemble des ménages, publié par l'Insee – valeur du dernier indice publié à la date anniversaire du marché, soit à la date d'effet de la revalorisation.

Ipc : indice prix à la consommation hors tabac, ensemble des ménages, publié par l'INSEE au mois de remise de l'offre.

Le prix établi dans les conditions ci-dessus n'a pas à être constaté par avenant.

En cas de disparition d'un indice, le titulaire le remplacera par un indice analogue, conseillé par l'INSEE ou un indice reflétant les mêmes réalités économiques ou indice de recollement.

Le nouveau tarif, ou barème, sera communiqué à l'Organisme par le titulaire. À défaut d'une proposition de révision par le titulaire, les prix du marché initial resteront inchangés.

10..2. Clause de réserve

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis de trois (3) mois, sans indemnité. Cette résiliation serait alors notifiée par lettre recommandée avec avis postal de réception.

11. ARTICLE 11 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

11..1. Facturation

Tous les mois, le titulaire s'engage à assurer le lien entre son service facturation et son interlocuteur en charge du suivi des familles, avant que la facture ne soit établie.

Le règlement des prestations s'effectuera trimestriellement à terme échu sur présentation d'une **facture trimestrielle en original**, comportant les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du ou des bons de commande exécutés ;
- La désignation des prestations exécutées ;
- Le montant hors TVA, le montant de la TVA, le prix total TTC ;
- La date d'établissement de la facture ;
- Le numéro de la facture.

Les factures sont accompagnées de pièces justifiant de la réalisation des prestations.

A défaut de ces mentions obligatoires la facture est renvoyée et le délai de la demande de paiement est suspendu par l'Organisme, après notification de cette suspension au titulaire par courriel avec accusé réception, et ce jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire.

Le règlement s'effectue par virement sur le compte ouvert au nom de la société sur production des justificatifs et après constatation du service fait. Celle-ci aura à produire un relevé d'identité bancaire ou postal original.

L'adresse de facturation devant figurer sur la facture est la suivante :

**Service Achats Contrats et Marchés
Assurance Maladie du Val-d'Oise
Immeuble les Marjoberts
2, rue des Chauffours
95017 CERGY PONTOISE CEDEX**

11..2. Transmission des factures

La transmission des factures sous forme électronique est obligatoire.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Organisme en tant que destinataire de la facture : 323 391 367 00030 ;
- Le Code service : CPAMsacm ;
- Le numéro de numéro de marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse: <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/> ;
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

11..3. Délai global de paiement

Dérogation à l'article 11 du CCAG/PI : Paiement

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la remise de la facture.

Le dépassement de ce délai de paiement fait courir de plein droit, dans les conditions prévues par la réglementation et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires au profit du titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai,
- Une indemnité forfaitaire, dont le montant est fixé par voie réglementaire.

12. ARTICLE 12 – PENALITES

12..1. Généralités

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels, il encourt, de plein droit et **sans mise en demeure préalable**, des pénalités.

Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, **les pénalités ou réactions ne sont pas révisables et sont cumulables** tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

Sauf cas de force majeure qu'il appartient au titulaire de démontrer, tous manquements ou défaillances et toutes prestations non conformes, donnent lieu à l'application de pénalités, notifiées au titulaire dès lors qu'il est reconnu responsable du défaut de prestation ou du retard.

12..2. Pénalités administratives

Les délais de transmission de documents, attestations ou certificats mentionnés dans les pièces du marché, **ont un caractère impératif**.

Le non-respect des délais de présentation des documents mentionnés et exigés au présent Cahier des Clauses Particulières ou dans un autre document du marché fera l'objet d'une **pénalité de 50 € par document et par jour de retard**.

12..3. Décompte des pénalités

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, ces pénalités sont dues dès le premier Euro.

Le titulaire devra reporter le cumul des pénalités dont il fait l'objet lors de la présentation des factures. Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements.

Si le retard est dû à la force majeure ou au fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le titulaire devra signaler à l'Organisme, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il disposera à cet effet, d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

13. ARTICLE 13 – RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

13..1. Résiliation du marché

L'Organisme peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit **pour événements extérieurs au marché** dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS,
- Soit **pour événements liés au marché** dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS,
- En **application de la clause de sauvegarde**,
- Soit **pour faute du titulaire** :
 - En cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - En cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 15 du présent C.C.P ;
 - Si l'Organisme décèle une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

Dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS : Résiliation pour faute du titulaire

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation peut intervenir après deux mises en demeure adressées par courrier recommandé avec avis de réception postal pour manquements constatés. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire et prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

- L'Organisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. **La décision de mutualisation des prestations avec un ou plusieurs Organismes de l'Assurance Maladie ou de la Protection sociale est assimilée à un motif d'intérêt général.**

Dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu au paiement d'indemnités.

- En application de l'article L 2195-5 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être résilié, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne.

13..2. Exécution du marché aux frais et risques du titulaire

13.2.1 En cours d'exécution du marché

Par dérogation à l'article 45.1. du CCAG FCS, dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus au marché, l'Organisme se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

13.2.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour faute, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire devra également fournir à la CPAM du Val-d'Oise toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera mis de plein droit à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

14. ARTICLE 14 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs pour limiter voire faire baisser ses émissions de Gaz à effets de Serre durant toute la durée d'exécution du marché. Il doit aussi veiller :

- A la gouvernance responsable du site ;
- A la Gestion des déchets du site (tri à la source, recyclage, revalorisation, etc.)
- A la Gestion des ressources naturelles du site (eau, etc...)
- A promouvoir des actions en faveur du territoire du site (engagement local, inclusion sociale, etc...)
- Veiller aux relations et conditions de travail des collaborateurs du site (motivation, formation, etc...)
- Veiller à adopter une Politique d'Achat Responsable (produits issus de l'agriculture biologique, produits de périculture durables et de qualité, produits issus de circuits courts, etc.).

15. ARTICLE 15 – RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

15.1. Obligation de résultat

Pour l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à une obligation de résultat, conformément aux exigences fixées au présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le titulaire mettra à disposition un personnel professionnel répondant en quantité et en qualité à la réglementation en vigueur portant sur les structures d'accueil de la petite enfance.

Les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels doivent être respectés. A défaut, les pénalités financières prévues à l'article 12 du présent CCP seront appliquées.

15.2. Production des documents administratifs

Le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent fournir tous les documents exigés dans un délai maximum de 10 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché s'engagent à fournir spontanément à l'Organisme (notamment en cas de renouvellement du marché) :

- Les déclarations relatives au paiement des cotisations sociales pour l'année en cours ;
- Une attestation de régularité fiscale pour l'année en cours ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité ;
- La liste de l'ensemble de ses structures à jour, en cas d'adjonction ou suppression.
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisations de travail, tel que définie à l'article d8254-2 du code du travail

En cas de non-délivrance de ces documents, le prestataire sera mis en demeure de les délivrer ou de présenter des observations dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande. Au-delà de ce délai, en cas de non-transmission de ces documents, le titulaire encourt des pénalités (cf. article 12 du C.C.P), de 100 € par jour de retard, limitées à 10% du montant total du marché

En cas de mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (cf. l'article 13 du C.C.P).

Les pièces et attestations attendues devront être adressées à l'Organisme par courriel ou courrier du titulaire.

16. ARTICLE 16 – RÈGLES DE SÉCURITÉ ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire déclare avoir pris connaissance de l'Acte contractuel de confidentialité et du Règlement Général sur la Protection des Données transmis dans le cadre de ce marché. Il s'engage pour son compte et celui de son personnel et sous-traitants au respect des obligations qui y sont mentionnées.

Un livret de Sécurité du prestataire relatif à la Sécurité du Système d'Information de l'Assurance Maladie est également remis au titulaire. Ce dernier déclare y avoir pris connaissance et s'engage au respect des prescriptions.

17. ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

| ARTICLES DU CCAG-FCS | ARTICLES DU CCP |
|----------------------|-----------------|
| 4.1 | 4 |
| 27 ; chapitre 5 | 8 |
| 14 | 12 |
| 38 – 41 et 42 | 13.1 |
| 45 | 13.2 |

Dressé à Cergy, en un seul exemplaire,

Le 03 Mars 2025,

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

La Directrice Générale,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'ER', followed by a horizontal line and a small crossbar at the end.

Edwige RIVOIRE

18. ANNEXE – LOCALISATION ACTUELLE DES BERCEAUX A REPENDRE

- CERGY (2 berceaux)
- PONTOISE (2 berceaux)
- SANNOIS (1 berceau)
- SAINT-CYR-L'ECOLE (1 berceau)